



SAP MOBILE SERVICES
RÉPONSE A LA CONSULTATION PUBLIQUE MENEES PAR L'ARCEP
25 JUILLET 2013

OBJET

Ce document contient la réponse de SAP France à la consultation publique menée par l'ARCEP du 28 Mai au 28 Juin 2013: Analyse des marchés de gros de la terminaison d'appel vocal fixe, vocal mobile et SMS des opérateurs en métropole et outre-mer pour la période 2014 – 2016.

RÉPONSE

1 PÉRIMÈTRE

Nous vous prions de considérer que SAP France a repris l'activité de Sybase France SARL, par effet d'une location gérance du fonds de commerce de Sybase France, seulement à partir du 1er Avril 2013, et que par conséquent la réponse est surtout basée sur l'expérience de Sybase France.

Compte tenu des activités commerciales opérées par SAP sur ce marché, veuillez noter que nous sommes uniquement en mesure de répondre à la question 14 du document

Enfin, nous voudrions aussi vous signaler qu'il y a une erreur dans l'Annexe A de la consultation publique: SAP France y est listée comme «Opérateurs exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la terminaison d'appel fixe», ce qui n'est pas correct. En tant qu'agrégateur SMS, SAP France ne fournit pas de services de terminaison d'appel fixe, nous vous prions donc de supprimer de l'Annexe A la référence à SAP France.

2 Réponse à la Question 14

En 2012, L'ARCEP a appliqué une baisse des prix des SMS MT notamment dans le but de réduire l'utilisation des routes passant par des cartes SIM ne respectant pas les obligations légales. Nous considérons que cette baisse a plutôt causé une perte de valeur du SMS, sans atteindre l'effet escompté.

En fait, suite à la baisse tarifaire des SMS MT, certains opérateurs de réseau (« Opérateurs ») ont augmenté leurs frais fixes.

Par exemple, certains d'entre eux facturent l'activation de la fonctionnalité de personnalisation du champ émetteur. De plus, d'autres obligent à prendre un nouveau numéro court pour l'activation de cette fonctionnalité, ce qui implique le paiement de frais de souscriptions, frais de résiliations supplémentaires, etc. Ou encore, rentre dans cette pratique aussi l'imposition de la souscription obligatoire auprès d'une filiale de l'Opérateur pour atteindre la plateforme de l'Opérateur d'un point de vue purement technique.

Un suivi de l'ARCEP sur les frais fixes appliqués par les Opérateurs pourrait être utile.

Compte tenu de l'augmentation du nombre de facilitateurs et par conséquent de la concurrence, ce sont les facilitateurs qui ont le plus supporté la baisse des prix.

Par ailleurs, nous constatons une prolifération de site web proposant des SMS qualifiés de low-cost vendus à un prix qui est bien au-dessous du prix moyen wholesale du SMS. Nous tendons à penser

que ces SMS ne passent probablement pas par des routes officielles, mais plutôt par des cartes SIM. Si cette supposition est correcte, ces acteurs seraient en degré de proposer ce type de service sans nécessairement respecter les obligations légales telles que celle relative au droit d'opposition, et sans permettre aux consommateurs de remonter des cas de spam auprès du 33700.

La croissance exponentielle de ce genre de site provoque un manque à gagner considérable pour tous les acteurs du marché (Opérateurs, facilitateurs) et pousse les facilitateurs à baisser leurs prix à cause de la concurrence.

Une analyse/réflexion de l'ARCEP sur l'activité de ces sites serait très utile. Il serait aussi intéressant de connaître l'opinion des Opérateurs relativement à cette situation.

En conclusion, nous pensons qu'il serait mieux de ne pas baisser les prix des SMS MT et ceci sur une durée pluriannuelle, car continuer à baisser les prix ne ferait qu'accentuer la dévalorisation du SMS en tant que canal de communication.